

# PRÉSENTATION

## LES RELIGIONS ET LA CRISE FINANCIÈRE

HUBERT DE VAUPLANE\*

Ce dossier est né d'une observation simple : alors que les articles, les livres, les rapports et autres contributions sur les origines économiques et financières de la crise abondent, alors que les conséquences de cette crise font elles-mêmes l'objet de nombreuses études et propositions de solutions pour apporter des réponses aux drames que vivent des millions de personnes, il n'existe pas (ou très peu) de réflexions, tout au moins en langue française<sup>1</sup>, sur les origines morales de cette crise financière<sup>2</sup>. Comme si la technicité des paradigmes économiques et financiers empêchait toute réflexion sur les causes éthiques de la crise.

Et pourtant, tout un chacun sent bien que la crise traversée par certains pays à travers le monde est plus qu'un simple accident économique. Il s'agit d'une véritable crise de société. Et plus particulièrement de la société dite « occidentale ». Et ce, d'autant plus que ses origines, ses causes et les conséquences les plus marquées se situent dans les pays « occidentaux ».

Au-delà des raisons macroéconomiques expliquant les origines techniques de cette crise, c'est la question plus profonde des rapports de l'homme occidental face à l'argent qui est posée. C'est donc celle d'une certaine fin de l'histoire. Non dans le sens où le croyait Francis Fukuyama avec la consécration – à la suite de la chute du communisme – de la démocratie comme modèle eschatologique de la société, mais d'une fin de l'histoire du monde occidental (et non de la fin du monde occidental). Ce déclin de l'Occident dans sa composante universelle et les valeurs qu'il a véhiculées, Oswal Spengler l'avait déjà pressenti dans l'entre-deux-guerres dans un ouvrage aujourd'hui trop souvent oublié.

---

\* Avocat, Cabinet Kramer Levin.

Toutes les civilisations naissent, grandissent et meurent. La civilisation occidentale a été la civilisation dominante depuis la Renaissance. Elle est aujourd'hui à un point, selon la grille d'analyse proposée par Arnold Toynbee (un autre auteur oublié), de non-retour où elle devra faire face à l'émergence d'une nouvelle civilisation dominante.

Les origines de ce déclin dépassent le cadre de ce dossier. Les ambitions de celui-ci sont autres. Il s'agit de s'interroger sur les raisons éthiques de cette crise financière dans la mesure où celles-ci ne sauraient se résumer à des seules causes d'ordre économique ou politique, plus conjoncturelles que véritablement structurelles. Seul un travail en profondeur sur ces origines permettra d'apporter les réponses au traitement de cette crise. Tel est l'objet de ce dossier.

Malgré des cultures religieuses diverses, tous les auteurs de ce dossier s'accordent à voir dans les origines de cette crise un excès d'individualisme et un hédonisme sans limite, dont l'origine remonte bien au-delà de ces dernières années et qui est à rechercher dans certains courants de pensées à l'origine du développement économique de l'Europe. La société occidentale expérimente le vide laissé par l'absence de transcendance, vide qui conduit inévitablement au nihilisme. Et ainsi à un égoïsme forcené de l'homme occidental qui, sans valeurs communes collectives, sans repères moraux individuels, n'est plus guidé que par son sens de l'intérêt individuel et la recherche du profit comme seule et immédiate satisfaction. Sans doute, tous les auteurs de ce dossier pourraient faire leur ce constat du pape Benoît XVI : « Le modèle prévalant des dernières décennies postulait la recherche de la maximalisation du profit et de la consommation, dans une optique individualiste et égoïste, tendant à évaluer les personnes seulement par leur capacité à répondre aux exigences de la compétitivité. »<sup>3</sup> Comment expliquer autrement cette course effrénée au gain qui a conduit à une déconnexion entre les besoins économiques réels des individus et des entreprises et les mirages des marchés financiers ?

Les articles qui suivent, et dont on trouvera ci-après de brefs résumés, ont été écrits par des croyants des trois grandes religions monothéistes. Tous vivent leur foi dans leur travail. Bien sûr, leurs propos n'engagent qu'eux-mêmes et ne sauraient représenter l'opinion des Églises ou des mouvements auxquels ils appartiennent.

## ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

*Frédéric Bompaire et Jean-Pierre Pinatton*, représentant une communauté protestante (Église réformée de France), analysent les raisons des dérives qui ont conduit à la crise aux États-Unis, pays pourtant profondément religieux. La déréglementation et les innovations, telle la titrisation, ont contribué à la

déresponsabilisation collective, coupant le lien entre prêteur et débiteur. L'accumulation est devenue un but en soi, ce qu'un protestant ne peut que réprouver. Le protestant n'a aucune propension à condamner la finance en soi. L'acceptation de l'enrichissement a joué un rôle dans la réussite économique des pays protestants et le sentiment de la responsabilité directe devant Dieu aide le croyant à la gestion des conflits d'intérêts fréquents dans la finance. Si la crise a démarré aux États-Unis, haut lieu du protestantisme, celui-ci recouvrait des traits très variés et son influence était en recul, avec l'émergence de la finance de marché. L'acceptation des sanctions et la confiance dans le pardon des offenses, l'un des traits du protestantisme, faciliteront cependant la reconstruction.

## CATHOLIQUES

*Pierre de Lauzun*, président de la Commission éthique financière des entrepreneurs et dirigeants chrétiens (EDC), analyse les failles révélées par la crise financière : des erreurs morales des acteurs, encouragées par des pratiques aberrantes dont les modalités de rémunération, une foi aveugle dans une certaine conception du marché, aggravée par des erreurs de régulation : d'où ce que Jean-Paul II appelait des « structures de péché ». L'activité financière, indispensable au fonctionnement de l'économie, n'est pas en soi immorale, même si le comportement des acteurs, individuel ou collectif, peut l'être. L'appât du gain n'est pas le monopole de la finance, même si le risque y est plus élevé qu'ailleurs du fait de sa dimension abstraite et des sommes en jeu. Surtout, les marchés n'ont pas une fonction technique indépendante des acteurs : ils reflètent les priorités individuelles et collectives, ce qui devrait pousser les investisseurs à se mobiliser, car ce qui est en cause est une conception de l'homme et de la société, et celle de la doctrine sociale de l'Église diffère dans ses priorités du libéralisme ambiant relativiste. « On a la finance de nos valeurs collectives réelles, ou de celle qui prospère en leur absence. »

*Antoine de Romanet*, pour le Collège des Bernardins, analyse les ressorts de la crise financière : une profonde crise de sens de l'existence : l'argent, tel le veau d'or, est devenu notre maître ; une crise de confiance dans les marchés, les acteurs, notre modèle de croissance ; une crise de l'espérance, de la compréhension du temps long ; enfin, une crise anthropologique qui méprise toute solidarité, alors que l'interdépendance entre les hommes n'a jamais été aussi forte. La crise écologique est un signe des temps. L'homme est touché au plus profond de sa nature. L'auteur en tire des leçons pour l'action : il faut retrouver du sens en engageant une dynamique de charité/gratuité ; au-delà de l'action individuelle, il faut une vision et une action commune, sortant du cadre national, pour la défense du bien commun et de la paix au sein d'autorités à caractère universel,

ayant des visions avisées de long terme. La simple morale individuelle n'est pas suffisante ; il faut une véritable conversion intérieure et c'est au niveau de l'éthique collective qu'il convient de prendre ses responsabilités. Un engagement dont l'Europe et le monde constituent l'horizon.

Dans la lignée de Benoît XVI, *François Schwerer*, juriste et économiste catholique, présente une analyse « personnaliste » de la crise économique et financière, point d'aboutissement d'une fuite en avant de notre société depuis plus d'un siècle et d'une crise des finalités. Au fur et à mesure de leur enrichissement, les hommes ont perdu le sens du don personnel et de la solidarité. Une économie sans morale, au service du profit, a ravalé la personne au rang d'individu, traité statistiquement. Le client est devenu le consommateur. En faisant disparaître l'éthique du champ d'enquête de l'économie, nous sommes devenus incapables de rendre compte de manière complète des actions humaines. La sortie de crise passe par la remise en cause du paradigme de la maximisation du profit sur lequel est fondée l'économie, pour la remettre au service de l'homme et du bien commun.

## ORTHODOXES

*Carol Saba*, avocat à la Cour, propose une lecture de chrétien orthodoxe sur la crise qui est un révélateur de nos difficultés sociétales et spirituelles. Dans un monde dominé par l'argent, peut-elle être une opportunité pour nous ressaisir, réfléchir et changer de cap ? Il propose une lecture tout autant réaliste que « discernée » du monde dans lequel nous vivons, s'inspirant de la critique de l'ultralibéralisme de Tzvetan Todorov pour qui « la recherche illimitée du profit immédiat conduit à la perte de sens, à la programmation des esprits et à la déshumanisation des êtres ». *Carol Saba* évoque les exigences éthiques et morales, voire spirituelles, d'une économie solidaire et à visage humain et s'arrête sur trois thèmes qui lui semblent emblématiques des maux de notre société : l'individualisme poussé à l'extrême, la satisfaction des besoins matériels et l'accumulation de la richesse qui ne peut, en soi, être la valeur suprême de la vie humaine, l'économie financiarisée qui ne doit pas être livrée à elle-même comme si elle était une fin en soi, mais qui doit être conçue comme un moyen au service du bien commun et de la personne humaine. Il distingue trois niveaux d'enjeux sociétaux dans une perspective chrétienne : le respect de la personne, la protection des plus démunis et le partage équitable des richesses de la terre d'une manière attentive à l'environnement dont nous sommes les dépositaires.

## COMMUNAUTÉ JUIVE

Pour *Élie Chamma*, président-directeur général de Sedec Finance, de confession juive, l'origine de la crise est l'homme lui-même. On a oublié que, livré à lui-même, dans son état non construit, il avait un penchant inné pour le mal. La société a dilué toutes les valeurs du passé en faveur de valeurs théoriques universalistes égocentriques et non contraignantes, puisque l'homme serait bon naturellement. Avec l'explosion des droits, sans devoirs, l'homme ne craint plus la contrainte. Le monde financier a perverti son modèle économique, il n'a pas su faire face à la mondialisation ; les gardiens ont péché eux aussi. Ils ont laissé se développer des départements d'ingénierie financière devenus incontrôlables, créant des « bombes financières nucléaires ». L'auteur reste pessimiste : la stratégie de contrôle actuelle ne traite que les symptômes, pas les racines du problème : si l'on reprend une réglementation du type *Glass-Steagall Act*, on achètera cependant peut-être cinquante ans de répit.

## ISLAM

*Mounir El Kadiri*, président du Comité indépendant de finance islamique en Europe, rappelle les grands principes de la théorie économique et sociale islamique, qui ne dissocie pas la religion et l'économie : caractère relatif de la propriété, équité, solidarité imposant l'aumône obligatoire (*zakât*), principe de partage des profits et des pertes entre les parties et d'adossement de tous les financements à des actifs tangibles. Interdiction de l'intérêt ou de l'usure (*ribâ*) liée au caractère improductif de l'argent, de la tromperie, de la spéculation, de la thésaurisation, des activités illicites... La crise, reflet d'une crise des valeurs, est liée à l'utilisation de produits financiers et spéculatifs prohibés par la *charia*. Nécessité de moraliser les marchés financiers et de revenir vers une finance éthique récusant certaines activités. L'économie islamique, fondamentalement morale, doit être considérée comme une alternative crédible au système actuel.

*Shaykh Tarik Bengarai*, expert en finance islamique et en risque, apporte des éléments de réponse complémentaires de l'islam pour moraliser l'économie et trouver un juste milieu entre l'individualisme exagéré du capitalisme et le collectivisme injuste du communisme. La relation entre l'islam et l'argent et la dimension humaine et de long terme que doit avoir tout projet font de la finance islamique un acteur potentiel pour une croissance au service de l'homme, dont le monde capitaliste occidental devrait s'inspirer, comme le reconnaît même un article de l'*Osservatore Romano*. Les principes de l'islam ont protégé les banques et l'épargne islamique de la crise et des produits toxiques. Les indices islamiques ne sont pas moins performants que les autres au niveau mondial. Les banques

islamiques et les fenêtres islamiques des banques occidentales ainsi que l'ingénierie financière islamique connaissent une forte expansion. Le droit musulman doit aussi être dynamisé avec ses outils de l'*ijtihad* pour répondre aux besoins de l'innovation financière en la matière, de façon saine, intelligente, et avec le recul moral qui protège l'homme de ses propres vices.

### NOTES

1. En langue anglaise, on consultera avec intérêt le site de l'université de Tyndale (Ontario, Canada) qui effectue une recension des différents articles et ouvrages sur la crise économique analysée par des théologiens : [www.tyndale.ca/seminary/mtsm modular/reading-rooms/ethics/crisis](http://www.tyndale.ca/seminary/mtsm modular/reading-rooms/ethics/crisis).
2. Citons l'initiative du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, qui a rassemblé en novembre 2011 près de Budapest des représentants du monde politique et religieux pour réfléchir sur les origines de la crise financière, ou encore en juin 2012, à Barcelone, le sommet interreligieux ibéro-américain.
3. Benoît XVI, Message aux journées mondiales de la paix, 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### BIBLIOGRAPHIE

- SPENGLER O. (1948), *Le déclin de l'Occident, 1918-1922*, Gallimard, réédition 2000.
- TOYNBEE A. (1934-1961), *A Study of History, 1934-1961*, Oxford University Press, 12 vol. Publié en France en résumé sous le titre : *L'Histoire, un essai d'interprétation*, Gallimard, 1951.